

L'INTELLECTUEL AFRICAÏN A L'EPREUVE DE L'OPINION PUBLIQUE UNE RÉFLEXION CRITIQUE

Mamadou Diawara

La légende du Wagadu, premier grand État du Sahel occidental (VIII^e-XI^e siècle), raconte que le pays devait son existence à un *biida* (*naja nigricolis*) mythique. Pour assurer la pluie d'or, qui s'abattait tous les ans sur le pays pour en assurer le bonheur, on sacrifiait la plus belle fille de la région au serpent légendaire tutélaire des lieux. Depuis des âges, la tradition s'est installée. Elle a été rompue à jamais lorsque Sian Yatabare fut promise au sacrifice sous les yeux de son fiancé, le tout aussi taciturne qu'irréductible, Mamadi Seheduxote. Perturbant la séance annuelle solennelle de l'immolation, il a tranché d'un coup la tête du monstre. Trois fois ressuscité, il est revenu à la charge pour l'achever et provoquer la ruine du pays. Depuis, les gens migrent à la recherche du bonheur perdu (Monteil 1953 ; Dieterlen 1992).

La migration est un thème connu et diversement traité dans les traditions orales locales du Wagadu et de son ancienne zone d'influence. Les jeunes filles entonnent dans la savane et le Sahel malien cette chanson en langue *bamana* intitulée *nanaale*, l'*Hirondelle*. Elles le scandent et dansent à son rythme, le soir, en claquant des mains. Jeunes fiancées en attente de leur promis, absent ou en passe de quitter le pays, elles le lancent comme un avertissement aux intéressés. Une version populaire est diffusée sur les ondes de Radio Mali. En voici l'essentiel.

Naanale Karantela kçnç	Ô Naanale, oiseau au beau plumage noir,
<i>Ma ti faso bila –aani ye</i>	N'abandonne pas son pays à cause de la misère!
<i>N'i yi faso bil –aani ye</i>	Si tu abandonnes ton pays à cause de la misère,
<i>Faden jugulu na yel'i la</i>	Tes frères ennemis riront de toi jusqu'au nez.
<i>N'i yi faso bil –aani ye</i>	Si tu abandonnes ton pays à cause de la misère,
<i>Senkçrçn jugulu na yel'i la</i>	Tes rivaux (qui t'envient) riront de toi jusqu'au nez.

Les va-et-vient de l'hirondelle ont marqué les Hommes de mon pays, le Sahel. Le chant sonne comme une leçon de morale adressée aux migrants d'une contrée qui fonde son existence sur le départ comme stratégie de vie depuis des générations. Eux ont créolisé le monde avant la lettre (Hannerz 1990).

Ceux qui partent sont les migrants, intellectuels ou pas, les ruraux comme les pasteurs. Le chant en appelle aux voyageurs que nous sommes, aux hirondelles que nous devrions être, car elles, n'abandonnent pas leur/s

pays. Leur pays se trouve là où on entonne *nanaale*. Il est là où fleurissent ces proverbes connus. Par exemple, outremer (baako), selon qu'on soit en France ou au Pays-Bas comme en Allemagne, on dit qu'« une hirondelle ne fait pas le printemps », ou qu'« une hirondelle ne fait pas l'été ».

Dans les trois cas, il s'agit de l'oiseau migrateur qui annonce le beau temps, la régénération de la nature, le bonheur. Chez nous, les hirondelles arrivent en hiver, en période de vaches grasses. Les récoltes sont faites ; la soudure endémique oubliée, les fêtes se multiplient. Partout cet oiseau de bonne augure est absolument protégé.

Le Centre de Recherche sur le Savoir Local, Point Sud Muscler le Savoir Local, est le creuset de ces gens à culture double, formés à deux écoles, celle d'ici et celle d'ailleurs. Toutes les deux sont bien sûr nôtres, que nous en soyons conscients ou pas. Point Sud est également le carrefour d'échanges entre gens de là-bas et d'ici. La double appartenance est réclamée et assumée. Il s'agit de mettre ensemble cette expérience plurielle. La réclamation est forte quant à la constitution du carrefour ici ; le centre où tant d'expérience et de potentiel virtuels sont à réaliser.

Le texte qui suit explique le rôle d'intermédiaire, de bâtisseurs de ponts entre deux mondes joué par le Centre. Entre la consultation et l'université, la théorie universitaire et la pratique du développement, le nord et le sud renouvelé, les disciplines et enfin entre l'oral et l'écrit. Sera analysée également la manière dont ceux des deux mondes agissent ensemble pour créer. On étudiera le rôle de l'intellectuel africain devant l'opinion publique.

Le pont entre la consultation et l'université

La consultation, on a coutume de le dire, recherche dans les pays dits « en développement » des problèmes aux solutions des experts. L'expertise se résume bien souvent à recevoir l'appel d'offre, à compétir pour décrocher le marché et enfin à prendre, si indispensable, le terrain d'assaut. Ici, le temps est une ressource rare ; l'unité principale de mesure des prestations est l'homme-jour, comme si les femmes ne comptent pas. Le maximum de travail, est à abattre en un minimum de jours que le consultant complète une fois écoulées les journées payées. On joue les prolongations pour achever le rapport, en vitesse, si possible. Pour prêter main forte à la légion des rapporteurs éternellement en sursis, les génies de l'informatique leur ont trouvé des programmes qui les assistent dans la rédaction de rapports, toujours plus spécialisés, de format et de styles différents selon le maître d'ouvrage. Le sursis, car il s'agit de s'accrocher pour décrocher le prochain contrat avant et en même temps qu'on rédige le présent document.

Résultat, lorsque le terrain fait réellement partie des termes de références, on se transporte dans le pays concerné. Que dis-je, dans un hôtel confort-

table ; si possible, toujours le même, car on crée son nid, son réseau d'information. Si possible, le rapport est rédigé à coup d'interviews autour de l'établissement d'accueil.

Aujourd'hui, on a trouvé mieux. L'argent se faisant rare, la participation locale étant la mode, des bureaux de consultants locaux relativement bon marché ont été sollicités. Ils ont été formés dans le même moule que leur parrain. Le temps devient ici également une denrée précieuse. La réputée *far-niente* des tropiques¹ n'est qu'un vague souvenir. On se presse, on se stresse, sur le terrain. Les données sentent le local, mais elles sont produites dans la norme, d'après la voix de son maître².

La consultation venue d'Occident, ou sa dérivée, évolue selon le postulat de la rareté du temps et de la nécessité réelle ou feinte des données de terrain. Elle s'oppose habituellement à la recherche universitaire classique.

Dans les laboratoires ou dans les institutions spécialisées des facultés ou des centres de recherche, l'urgence n'est pas le premier critère d'appréciation. D'ailleurs, on ne cesse de railler le monde de la consultation, en particulier dans le milieu français. On sait bien comment l'ethnologie classique et ses tenants se sont tenus à l'écart du développement. Cette méfiance caractérise toutes les écoles, celle de Griaule aussi bien que les structuralistes, marxistes ou pas. La dichotomie à ce niveau a bien été soulignée par Jean-Loup Amselle (1990, 1991). La naissance de l'Association Euro-Africaine pour l'Anthropologie du Changement Social et du Développement (*APAD*) s'inscrit dans le dépassement de cette césure entre les deux mondes de la recherche (Olivier de Sardan 1991 : 7 ; 1997 ; Amselle 1991 : 17)³. On cherche à dépasser le gouffre entre les têtes d'œuf et les « bousoules ». C'est comme cela que j'ai entendu un de mes professeurs-assistants, au début des années 1980, qualifier un des ses collègues de l'Office de Recherches Scientifiques Techniques Outre Mer (ORSTOM). Au cours de ma formation à l'EHESS, j'ai pu observer le bonheur avec lequel des confrères sont passés de l'ORSTOM au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) et l'amertume d'autres nommés à l'ORSTOM qui s'y sentaient piégés. Ils faisaient tout pour « changer de milieu » puisque deux univers contrastés semblent coexister.

À l'université, on se donne du temps. Les thèses se soutiennent en trois ou quatre ans, peut-être, le temps de décrocher son diplôme. Les projets de thèses d'État sont connus pour s'éterniser. Le rapport de la Cour des Comptes en France sur le gaspillage des ressources publiques dans le domaine de la recherche a marqué les esprits. Les thèses non soutenues et les projets qui ne sont pas menés à terme sont légion. Cela n'est pas permis dans la consultation ou si tel était le cas, les conséquences économiques pour le Bureau en question sont lourdes. À l'Université, on se donne le temps, on donne le temps au temps.

À l'Université allemande, par exemple, la phase initiale d'un projet de recherche du genre *Sonderforschungsbereich* (SFB) dure trois ans, puis on peut le faire renouveler, sous réserve de bons résultats, pour un total de douze à treize ans ! La notion de temps n'a pas la même signification pour la recherche fondamentale, universitaire, que pour la recherche appliquée des bureaux d'études.

Les études de développement ne peuvent pas se permettre de longue durée pour des raisons de rapidité d'intervention et de financement. C'est pourquoi, préfère-t-on recourir à la consultation telle qu'elle. Pourtant, les échecs dans le milieu du développement dû au manque de connaissance des conditions locales de l'intervention sont courantes⁴. En dépit des proclamations, la nécessité de prendre en compte les réalités complexes du terrain restent un vœux pieux. La consultation ne peut pas résoudre le problème en raison de sa nature même. Il y a donc comme un terrain vierge à occuper.

Point Sud se propose de jeter un pont entre les « bousoules » et les têtes d'œuf. Nous partons d'un constat de gâchis qu'on observe dans les pays où interviennent les universitaires et les experts du développement. Cela est surtout valable dans le système français, mais il se vérifie aussi largement ailleurs, comme le montrent les exemples à venir.

L'Allemagne envoie de nombreux experts du développement dans les pays du Sud. Hormis les rencontres à titre personnel ou au niveau des ambassades, il n'y a pas de relations systématiques entre les enseignants et les autres professionnels du développement. Pourtant, en matière d'expérience et de pratique, les experts du développement, qu'ils soient médecins ou ingénieurs, ont bien des choses à apprendre aux étudiants locaux et aux théoriciens, qu'ils soient des professeurs résidents ou de passage.

De même, est entretenue la dichotomie entre les professeurs de la coopération française et leurs collègues du développement, y compris ceux de l'ORSTOM. Il y a très peu de contacts à caractère professionnel, profitable au pays d'accueil, entre ces deux types d'experts. Il règne une situation de concurrence, parfois de rivalité entre les deux camps, peu importe si l'origine du mal vient du pays d'origine de l'expert ou des pays hôtes.

Point Sud se propose d'être le forum qui les fait se rencontrer, discuter entre eux dans le cadre de séminaires d'enseignement et de recherche animés par chacun d'eux, en collaboration avec des experts locaux, des étudiants du Nord et ceux du cru. La fin de cette vision binaire, remarquable dans tous les services de coopération, permet de mettre fin à une situation que l'Occident peut se permettre, mais que nous ne saurions cautionner plus longtemps au risque de manquer cette occasion unique de capitaliser des ressources exceptionnelles qui ne se rencontrent qu'ici.

Point Sud cherche à trouver sa place entre deux extrêmes. Pour ce faire, il se soustrait à la contrainte du temps sous laquelle ploient les bureaux d'études ; de même, on se distancie de la grande disponibilité de temps qui

disqualifie la recherche fondamentale du champ de la recherche opérationnelle. Cela veut dire, effectuer des investigations à long terme sur des sujets de développement et réfléchir sur celui-ci. Par exemple, en adoptant une perspective historique sur les actions concrètes menées depuis les années vingt, on peut dégager les constantes en matière de relation entre les paysans et l'encadrement, les stratégies paysannes d'appropriation du discours et de la pratique du développement, le tout en vue de tirer des leçons de l'expérience accumulée. Pendant ce temps se déroulent les cours, les travaux de terrain se mènent, il s'agit d'un véritable d'enseignement et de recherche. Le calendrier académique est important pour que les étudiants préparent à temps leurs diplômes, mais elle est bien différente de la contrainte du milieu de la consultation. Sa cible n'est pas seulement cette denrée rare que constitue les agents de la coopération, mais bien d'autres encore.

Le pont entre la théorie universitaire et la pratique du développement

La recherche appliquée, ou la recherche action caractérisent les travaux des bureaux d'étude. En revanche, l'université brille plutôt dans la recherche fondamentale. Encore à ce niveau on constate une divergence que Point Sud désire mettre à profit. Pour nous, le but est de mener les recherches de fond, sans contrainte propre au consulting, dont les résultats puissent être mis en œuvre par les agences de développement. Ceci fait de Point Sud un partenaire privilégié de deux types d'institution séparés par leurs objectifs. Nous voulons quitter le splendide isolement des campus et proposer des actions concrètes applicables sur le terrain, sans renoncer à l'entreprise académique de laquelle les bureaux d'étude s'auto-excluent ou sont *de facto*.

En résultent deux avantages certains : 1. La proximité du terrain et la possibilité d'y apprendre intensivement. Par exemple les cours offerts aux doctorants étrangers sur les langues locales et leur préparation pour le terrain ; 2. La possibilité de traiter de façon approfondie des problèmes du terrain et d'y trouver des solutions en relation étroite avec les premiers concernés. Elle permet de faire l'aller et retour indispensable entre la théorie élaborée de l'université et l'expérience irremplaçable des gens de terrain que sont les développeurs.

Deux exemples méritent à ce sujet d'être relatés.

1. Le projet de recherche consacrée à « La stratégie paysanne de sélection des semences de sorgho », la principale céréale du pays. Comment les paysans en viennent-ils à mettre au point des espèces dites photopériodiques, c'est-à-dire qui mûrissent même quand il ne pleut pas assez ? Ces espèces sont d'autant plus précieuses que nous sommes au Sahel où la contrainte majeure dans le domaine de l'agriculture représente l'eau. Cette recherche inten-

sivement menée dans les régions septentrionales du Mali où les projets de développement financés par les agences de développement étrangers dont la France et les Pays-Bas. Comme ces projets ont introduit plusieurs espèces qui résultent des travaux de laboratoires, il est opportun de s'interroger sur la fluctuation des superficies emblavées en céréales locales et celles introduites par les services agricoles, notamment celles de la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT). Comment le patrimoine semencier de la région, si souvent parcourue par les développeurs, est-il influencé par les nouvelles espèces ? La question est d'autant plus actuelle qu'elle pose localement et d'une manière pertinente la question de l'érosion du patrimoine génétique. Nous disposons d'un inventaire très précis réalisé par l'ORSTOM en 1978 et le même vient d'être effectué à l'échelle nationale par l'Institut d'Économie Rurale (IER) en 1999. Quelle est donc la réalité de cette érosion selon qu'on soit au cœur du Sahel ou dans les régions plus humides, qu'on soit dans les régions sillonnées par les projets de développement ou celles qui continuent d'exister en dehors de ce circuit ?

Les résultats d'un tel travail mené par un doctorant de Point Sud peut être directement mis en œuvre par les institutions de recherches partenaires comme l'IER, le Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD) ou l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), l'ex-Office de Recherches Scientifiques Techniques Outre Mer (ORSTOM).

2. Le second projet en question porte sur « La nutrition et la malnutrition vues du village » dans un pays, le Mali, où la malnutrition infantile constitue un problème majeur de santé publique. La prévalence de la malnutrition est élevée : 30% des enfants de 0 à 35 mois accusent un retard de croissance et 23% sont émaciés, 40% des enfants présentent une insuffisance pondérale. Ces niveaux, sont respectivement, 15 fois, 11 fois et 20 fois plus élevés que les niveaux escomptés dans une population en bonne santé et bien nourrie. Parmi les enfants qui accusent un retard de croissance, près de la moitié accuse un retard de croissance sévère. Ainsi le retard de croissance sévère touche 14,5% de l'ensemble d'enfants maliens, contre 0,13% dans une population en bonne santé et bien nourrie. Ainsi, au Mali, le niveau du retard de croissance sévère et celui de l'émaciation sévère sont respectivement 112 fois et 46 fois plus élevés que ceux que l'on s'attend à trouver dans une population en bonne santé et bien nourrie (MACRO 1998).

La recherche est menée dans une région où certains villages bénéficient de projets de nutrition basée sur de la farine de céréales locales. Des villages à l'abri du projet de l'IER ont été choisis pour éviter de biaiser les résultats. Une fois la situation locale comprise, au terme d'une étude approfondie qui aboutira à une thèse de doctorat en nutrition, des solutions plus adéquates au milieu concerné peuvent être envisagées.

Comme dans le cas précédant, la recherche fondamentale est au coude à coude avec les besoins des gens du cru et ceux des institutions de développement. En l'occurrence, c'est l'Institut d'Économie Rurale qui bénéficiera des résultats de la recherche ainsi que le Ministère de la Santé, sans oublier la Faculté de Médecine.

Le pont entre le Nord et le Sud Renouvelé (SR)

La définition usuelle du sud s'offre à nous comme un triptyque : 1. le sud en tant que point cardinal diamétralement opposé au nord ; 2. Le sud comme concept géographique qui renvoie à l'hémisphère du même nom ; 3. Le Sud en tant que concept géopolitique qui désigne les pays du « Tiers-Monde » ou au « monde en développement », que ce soit l'Amérique du Sud, l'Asie du Sud ou l'Afrique. Le quatrième sens que nous donnons au Sud, n'est ni géographique, ni géopolitique. Le Sud définit ici l'ensemble des personnes et des organisations intéressées aux pays de cette région, qu'elles y vivent ou pas ; qu'elles y séjournent de temps à autres ou pas. L'intérêt pour les problèmes de l'enseignement de la recherche ou du développement de ces régions constitue le dénominateur commun. Il se peut que des gens qui vivent dans ces pays ne soient pas eux-mêmes partie prenante de ce sud que nous appelons le SUD RENOUVELÉ.

Les cours organisés à Point Sud le sont en collaboration avec les enseignants et les chercheurs maliens et africains. Viennent en renfort les experts de passage et ceux qui habitent le continent. Les cours sont fréquentés par les boursiers africains de Point Sud, les étudiants doctorants en anthropologie de l'Université du Mali, les doctorants du Nord qui préparent au coude à coude leur thèse avec leurs confrères africains sur le terrain et les professeurs et chercheurs locaux ou de passage. Point Sud capitalise cette ressource particulière et met en chantier un cours et des conférences, en un mot, un forum intellectuel qui attire les spécialistes et les étudiants du Nord. Point Sud offre une formation au Nord. Il ne s'agit plus du flux habituel du sud vers le nord, fait d'étudiants et de stagiaires de toutes sortes et de tous âges ; il s'agit de gens du Nord formés au Sud. Le Sud renvoie l'ascenseur au Nord.

Le pont entre les disciplines

Les principes rigides qui gouvernent l'attribution des chaires et des postes à l'université exigent des intitulés claires qui héritent des Siècles des Lumières : la philosophie, la médecine, la sociologie, la physique, les mathématiques etc. Depuis, se sont agrégés de nouveaux domaines de recherches, de nouveaux départements, et toujours dans le même esprit de la spécialisation et de la part

des choses à faire. C'est ce qui différencie si souvent l'anthropologie des sciences de la nature appliquées aux sociétés comme la médecine ou l'agronomie par exemple.

Pour les pays africains par exemple, héritiers de ce système de distinction, la fracture disciplinaire est encore plus franche. Si dans l'ex-métropole certaines disciplines commencent à subir le vent du changement ici la transition, s'il y en a, est plus hésitante, plus longue. Dans la métropole d'antan certaines analogies entre les disciplines, comme la sociologie rurale et l'agronomie, étaient sous-entendues. Les spécialistes des sciences de la nature ou des sciences dures écrivent sur leur propre pays ; ils en ont une idée. Les groupes de pression peuvent pousser les universitaires à changer les choses. À preuve, l'impact de Michel Foucault sur l'organisation de l'univers carcéral ou sur l'hôpital. Dans les ex-colonies en revanche, la spécificité des sociétés locales font qu'elles n'étaient pas prises en compte par le colonisateur, une habitude qui a fait école chez les autochtones devenus « indépendants ». Les sociétés font les frais de l'attitude coloniale ou de l'ignorance universitaire qui perdure⁵. Les conséquences sont des facultés de médecine sans cours consacré à la nutrition, ou à l'anthropologie. Il en est de même pour les grandes écoles spécialisées en agronomie ou en droit où l'anthropologie n'est pas enseignée.

Point Sud veut établir le pont entre les futurs spécialistes en médecine, en nutrition en agronomie et la société où et sur laquelle il/elle vit et travaille. Loin de nous l'ambition de faire de chacun de ces spécialistes un anthropologue. Il ne s'agit pas d'« anthropologiser » les autres professions, mais de placer l'Homme au centre de l'action. C'est ce qui explique le caractère pluriel des jeunes chercheurs recrutés.

De différentes origines disciplinaires comme l'histoire, l'anthropologie, la médecine, la nutrition, la rodontologie ou la génétique des plantes, ils travaillent tous sur le thème unificateur du savoir local.

Les échanges féconds et fréquents entre eux dans le cadre du centre de recherche et sur le terrain font qu'ils développent une autre sensibilité pour le savoir en question, pour leur propre discipline, mais aussi pour les disciplines voisines. Lorsque le généticien découvre le phénomène de l'érosion génétique vue par les paysans sur une génération ou plus, il ne se contente plus des résultats de laboratoire ; il tient compte du terrain, des producteurs et des consommateurs, de l'histoire. Il en est de même pour le nutritionniste qui ne se limite plus à la définition livresque de la nutrition et de la malnutrition infantile. Il dépasse le nombre de kilocalorie ingurgitées par jour pour se référer aux paysannes et aux paysans qui vivent au quotidien (Dettwyler#). De même, en est-il du/de la spécialiste du développement qui se met à l'écoute des ruraux dans une perspective historique pour réaliser le grand âge de ce qu'on appelle le « développement ». Il a été précédé par la « mise en valeur » coloniale et par bien d'autres.

Le pont entre l'oral et l'écrit

En se penchant sur le phénomène du « savoir local », Point Sud pose la question de l'accès à un domaine que les chercheurs ont eu tendance à réduire à l'aspect technique *Indigenous Technical Knowledge* ou *IK*.

L'objectif de ce projet est d'aller au-delà de la dimension technique érigée de ce type d'études; pour ce faire, il recourt à un concept plus inclusif du "savoir local". Dans cette étude, le savoir populaire comporte le savoir-faire pratique et technique, mais aussi les significations culturelles et les pratiques sociales associées à ce savoir technique. Un tel savoir n'est pas distribué uniformément à travers une société donnée, mais détenu par des personnes qui appartiennent à un statut, à une classe, à un sexe et à une ethnie spécifiques. La possession, la transmission et la négociation du savoir local sont donc indissociables des clivages sociaux et des relations de pouvoir. Le savoir local doit être considéré comme un phénomène qui varie en fonction des intérêts et des objectifs de ceux qui le possèdent et qui y recourent. Loin d'être statique, il est l'objet d'une interprétation et d'une adaptation constantes selon les circonstances. Le but de ce projet est d'analyser l'évolution dans le temps des usages et des significations du savoir local.

À l'aide d'exemples de projets de développement agricoles menés au Mali depuis les années 1930, ce projet explore le concept de savoir local sous divers points de vue: comment les praticiens travaillant sous des régimes politiques successifs ont-ils compris et mis en œuvre le savoir local; comment les experts du développement - coloniaux, nationaux aussi bien qu'internationaux - ont-ils collecté le savoir local, l'ont intégré à leur projet et l'ont utilisé à leur propre fin; comment les paysans soudanais et maliens ont-ils réinterprété les objectifs et les terminologies des projets de développement et les ont transformés pour servir leurs propres intérêts? Peut-on discerner des modèles de comportement ou de stratégies récurrents? Comment le savoir des experts s'intègre-t-il à celui des paysans? Comment les experts du développement s'approprient-ils le savoir local? L'étude se donne pour but d'analyser les interactions complexes entre les différents praticiens et les manières dont ceux-ci ont utilisé, réinterprété et transformé le savoir local pour l'adapter à leurs besoins propres.

Ce projet diffère à deux égards de plusieurs études précédentes sur le "savoir technique local" (*indigenous technical knowledge*).

1. Dans la mesure où elle considère le savoir local comme élément d'un tissu de significations culturelles et de relations de pouvoir, l'étude situe le savoir dans son contexte local. Le fait d'ajouter un nouveau savoir ou d'en éliminer un ancien offre un champ d'analyse complexe et qui tient compte du contexte de ces transformations. Une telle assise est utile pour identifier les obstacles

culturels et politiques à la transplantation du savoir technique local d'un lieu à un autre.

2. Cette étude essaie de localiser les tentatives qui ont été faites par les responsables du développement pour collecter, comprendre et utiliser le savoir local au cours de six décades de projet de développement au Mali depuis la création de l'Office du Niger en 1932. Cette perspective à long terme peut être extrêmement importante parce que nombre de projets ne s'intéressent guère aux tentatives antérieures visant à appréhender le savoir local. Ce manque de recul peut engendrer un éternel recommencement. La perspective historique proposée peut être très utile pour identifier des modèles récurrents résultant de l'utilisation ou de l'ignorance des études antérieures. Ainsi le projet tente de situer le savoir local tant dans son contexte socioculturel que dans son contexte historique. Il peut en outre permettre d'aider les agences de développement à comprendre le savoir local comme un phénomène dynamique et profondément ancré. De plus, il pourrait présenter les avantages suivants: fournir de nouvelles données d'interprétation des raisons du succès ou de l'échec de telle ou telle entreprise; offrir une base commune au savoir des experts du développement et à celui des paysans; éclairer le processus d'appréhension et de mise en œuvre du savoir local dans les futurs projets de développement afin de l'améliorer. En effet, la réussite des institutions de développement international dépend d'une part de leur aptitude à développer des stratégies qui puissent intégrer le savoir local à leurs propres approches universalistes du développement, et d'autre part de leur aptitude à traduire les concepts universels des experts dans des pratiques judicieuses pour les populations locales.

Poser la question du savoir local dans une perspective historique pourrait faire penser à une quête fondée sur les traditions orales. En fait, il s'agit d'aller bien au-delà, tout en rendant aux témoignages oraux la place qu'ils méritent. Les travaux accordent une grande valeur aux actions concrètement menées par les ruraux qui, au-delà des mots, s'expriment en actes éloquents. Il est remarquable que l'Office du Niger a démarré à l'époque coloniale dans un contexte de rapport de pouvoir défavorable aux exploitants. Cette situation, qui perdure encore aujourd'hui, a développé chez les intéressés une grande capacité d'élaboration de « *hidden transcript* » qu'on décèle dans le quotidien et dans l'action⁶. Les réponses des ruraux au jour le jour attirent particulièrement l'attention des enquêteurs.

La recherche sur les récits oraux vise à mettre à l'honneur un certain type de témoignages qui relèvent du quotidien, comme la description par une femme des produits de son jardin et de la destination de sa production. Elle est vendue aux expatriés, et aux employés des services publics et privés de la petite ville de Niono, au cœur du grand périmètre irrigué de l'Office du Niger au centre du Mali. Elle en vient à expliquer pourquoi elle et les siens ne consomment pas les salades.

Il n'est pas question de réduire le savoir local à un savoir uniquement oral, mais de rendre à l'oral toute l'importance qu'il revêt. Il s'agit d'aller au-delà des traditions orales officielles et codifiées et de collecter des témoignages simples, mais non moins riches.

Pour Conclure

La notion de pont a permis d'insister sur le fondement de la démarche de Point Sud, une entreprise d'intellectuels de pays et de continents divers. L'intellectuel envisagé par cette structure de recherche inscrit délibérément son action dans le contexte de la traduction d'une réalité supposée universelle dans une réputée locale, mais sans aucune dichotomie. Rappelons-nous seulement que le savoir universel est bien le savoir local de quelque part.

Point Sud part de l'idée d'un monde à l'image d'un tissu à créer. Il est fait d'un fil de chaîne et d'un fil de trame. Nous, les tisserands, agissons en mettant notre œuvre sur le métier. Ainsi les deux fils se rejoignent pour constituer le monde, notre tissu. Cette jonction est faite de traduction, de négociation au sein de notre propre société d'abord, et ensuite avec son homologue. Ce dialogue suppose de jeter le pont entre des domaines voisins, pas forcément inter-compréhensibles. Il s'agit dans le quotidien de se faire comprendre par le paysan ou par la paysanne avec laquelle on parle, par l'universitaire étranger de passage qui donne sa conférence ou qui séjourne ici. Il s'agit de se comprendre entre disciplines et spécialistes différents du cru qui se côtoient dans une structure nouvelle. Cela rend le travail de correspondance avec l'autre encore plus important, que cet autre soit appelé le voisin ou le public.

Le Centre se propose de prendre en compte les besoins et les analyses des ruraux dans la longue durée. Ce faisant, il se penche sur l'état piteux de l'université africaine qui s'empire par suite de leur abandon par l'État à la suite des grands bailleurs de fonds. À coup de programme d'ajustement structurel, la Banque Mondiale a depuis au moins les années 1980 tourné le dos à l'enseignement supérieur et avec lui l'essentiel de l'aide bilatérale comme si le « développement », qu'ils veulent promouvoir, était possible sans un enseignement supérieur efficace. La Banque Mondiale semble revenir de ces errements. Mais ne va-t-elle pas rééditer sous une autre forme la même faute en choisissant de soutenir le développement de campus classiques ? Point Sud se pose en alternative modeste dans ce contexte de réflexion et de réorientation.

Quitter le campus et proposer une nouvelle façon de coopérer avec le Nord nous fait inaugurer un nouveau pont qui complète celui qui jusqu'ici a nourri le flot Sud-Nord. Promouvoir le mouvement inverse rend compte de notre défi. Celui-ci est lancé non seulement aux intellectuels du continent et à ceux du Sud dont nous sommes les habitués, mais il interpelle aussi et surtout

la gent du Sud Renouvelé. Une telle inversion de la table des valeurs appelle une action dirigée vers le public. Elle engage autant les chercheurs que les développeurs en même temps que les peuples intéressés au Sud. Les ruraux au cœur de nos travaux sont bien sûr directement intégrés comme partenaires à ce débat. Ils sont certes les maîtres dans leurs domaines particuliers, mais pas des puits de connaissance que la vieille école a coutume de célébrer sans réserve (Sardan 1997, Kievelitz 1995).

Point Sud fait le pari de rompre avec le campus classique. Il tend la main aux ruraux, aux développeurs et à l'université, qu'elle soit du Nord ou du Sud. Pour ce faire il réalise plutôt l'idée du centre d'excellence plus que celle de l'institution de recherche classique. Elle se propose de franchir les frontières nationales et linguistiques, mais aussi et surtout les barrières intellectuelles et culturelles héritées de la domination coloniale. Plus que jamais, l'intellectuel est en première ligne pour aller au-delà des chantiers battus de la coopération culturelle expérimentée il y a déjà des générations.

Notes

- ¹ À ce sujet, voir l'analyse de Agrawalet al. 2000.
- ² Au sujet des multiples critiques consacrées au monde des experts voir par exemple Chambers 1984.
- ³ Jean-Pierre Olivier de Sardan fait remarquer les critiques contre Levi-Strauss qui, avec condescendance, distinguait l'anthropologie « à l'état pur » (la sienne) de l'anthropologie « à l'état diluée ». Amselle note la fracture entre les « praticiens » et les « savants » qui s'est approfondie à jamais après la seconde guerre.
- ⁴ On connaît bien les critiques de ces dérives des développeurs. Voir notamment les critiques de Chambers 1984, Fergusson 1990, Escobar 1995, Agrawal 1996.
- ⁵ Comme dans maints domaines, il n'y a pas de coupure entre un soi-disant pré-colonial et un post-colonial (Cf. Moniot 1991).
- ⁶ Cf. James C. Scott 1990.

Bibliographie

Agrawal, Arun

1996 Poststructuralist approaches to development: Some critical reflections, *Peace and Change* 21, 4, pp. 464-477.

Amselle Jean-Loup

1990 *Logiques métisses. Anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs*, Paris, Editions Payot.

1991 Administrateurs, développeurs et ethnologues en France : une mise en perspective historique, *Bulletin de l'APAD*, 1, pp. 17-18.

-
- Brokensha, D.; Warren, D. M. and O. Werner (eds.)
1980 *Indigenous Knowledge Systems and Development*, Lanham, MD, University Press of Warren, D.M.
- Chambers, Robert
1984 *Rural Development: putting the last first*, London, Longman.
- Dieterlen, Germaine et Sylla, Diarra
1992 *L'empire de Ghana. Le Wagadu et les traditions de Yérééré*, Paris.
- Escobar, Arturo
1995 *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World*, Princeton, NJ, Princeton University Press.
- Fergusson, James
[1990] 1994 *The Anti-Politics Machine: "Development", Depoliticization, and Bureaucratic Power in Lesotho*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- Geertz, Clifford
1983 *Local Knowledge: Further Essays in Interpretative Anthropology*, Basic Books, New York.
- Hannerz, Ulf
"Cosmopolitans and Locals in Worldculture", *Theory, Culture & Society*, Vol. 7, pag. 237 - 251
- Kievelitz, Uwe
1995 „Erfahrungen und Vorgehensweisen der GTZ bei der Einbeziehung von lokalem Wissen“, in: Honerla, Susan; Schröder, Peter (Hrsg.), S. 53-74.
- MACRO
1998 *Nutrition en Afrique. Nutrition et santé des jeunes enfants et de leur mère au Mali. Résultats de l'enquête démographique et de santé au Mali 1995-96*, Macro International Inc. Calverton, Maryland.
- Moniot, Henri
1991 L'histoire africaine, un observatoire de la périodisation, in *Périodes: la construction du temps historique. Actes du V^e colloque d'histoire du temps présent*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales et Histoire au Présent.
- Monteil, Charles
1953 *La légende du Ouagadou et l'histoire des Soninké*, Dakar, *Mémoires de l'IFAN*, n° XXVIII, pp. 358-409.
- Olivier de Sardan, Jean-Pierre
1991 L'anthropologie du changement social et du développement comme ambition théorique, *Bulletin de l'APAD*, 1, pp. 7-11
1997 *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, APAD-Karthala.
- Sachs W. (ed.)
1992 *The Development Dictionary*, London.
- Scott, James C.
1990 *Dominating and the Arts of Resistance. Hidden Transcripts*, New Haven and London, Yale University Press.
- Sawyer, Suzana and Agrawal Arun
2000 Environmental Orientalisms, *Cultural Critique*.
- Brokensha, D.; Warren, D. M. and O. Werner (eds.)
1980 *Indigenous Knowledge Systems and Development*, Lanham, MD, University Press of Warren, D.M.